

## France: des chefs d'entreprises pour une politique migratoire centrée sur le travail

Paris, 14 juin 2013 (AFP) -

Des dirigeants économiques français installés au Royaume-Uni plaident pour une politique d'immigration centrée sur les besoins des entreprises, en favorisant notamment l'arrivée d'étrangers qualifiés.

"L'immigration contribue à la prospérité économique d'un pays", écrit dans un communiqué le Cercle d'outre-Manche, qui réunit "des dirigeants français de groupes internationaux opérant au Royaume-Uni et en France".

Ce groupe de réflexion souhaite donc "mettre le travail au centre de la politique d'immigration et d'intégration française", en favorisant l'arrivée d'étrangers qualifiés et une meilleure connaissance des besoins du marché du travail.

"Il serait bien d'entendre davantage les entreprises sur le sujet", ajoute-t-il, en formulant neuf propositions dévoilées jeudi à l'occasion d'un débat parlementaire sur l'immigration professionnelle et étudiante.

Selon ces chefs d'entreprises, il faudrait créer une structure rassemblant le patronat, les syndicats et des experts pour étudier l'impact économique des migrations et faire des propositions au gouvernement. Il reviendrait ensuite à un organisme interministériel, associant les ministères du Travail et de l'Enseignement supérieur mais pas l'Intérieur, de "définir les besoins économiques du pays en matière migratoire".

Ces dirigeants recommandent aussi de faciliter la création d'entreprise par les étrangers, d'orienter les étudiants étrangers vers des filières économie et management avec "un programme de bourses dédiées", ou encore de renforcer la culture de la diversité au sein des entreprises françaises.

A la mi-mars, le Cercle d'outre-Manche avait déjà appelé la France à s'inspirer du modèle britannique, en privilégiant l'immigration professionnelle et en durcissant l'immigration familiale, dans une étude intitulée "Immigration et travail - quelques bonnes pratiques à intégrer".

En France, l'immigration économique est "faible en volume", avec moins de 17.000 entrées en 2012 (9% du total), selon un rapport du gouvernement.

chp/mba/ggy

Afp le 14 juin 13 à 08 45.